

REGLEMENTATION GENERALE DES JARDINS APPARTENANT A LA VILLE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Le Maire de Chennevières-sur-Marne
Vu le Code général des Collectivités Territoriales
Vu le Code de l'Urbanisme
Vu le Code de l'Environnement notamment les articles L-581-1 et suivant
Vu le Code Rural
Vu le Règlement sanitaire du Département du Val de Marne en date du 26 février 1985

Arrête : REGLEMENTATION GENERALE DES JARDINS APPARTENANT A LA VILLE DE
CHENNEVIERES SUR MARNE

Bienvenue dans ce jardin,

Ces espaces verts sont des lieux de détente, de rencontre et de liberté dans lesquels la faune et la flore doivent être protégées, la biodiversité préservée et l'environnement respecté. Aussi, toutes les activités de loisirs y sont les bienvenues dans la mesure où elles s'exercent sans gêner autrui, sans porter atteinte à la sécurité et sans dégrader les lieux.

Le présent règlement organise et régit leur utilisation. Les agents présents ainsi que les autres agents publics missionnés à cet effet sont chargés de le faire respecter.

CHAPITRE I – DOMAINE D'APPLICATION

Le présent règlement est applicable dans l'ensemble des squares, parcs, jardins, promenades du domaine public de la Ville de Chennevières-sur-Marne, clos ou non, dénommés « jardins » dans le présent règlement.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1

Les jardins sont des espaces ouverts à tous les publics et placés sous leur protection.

Le public doit se conformer aux dispositions du présent règlement données par les agents publics missionnés à cet effet.

Tous les prestataires de service qui interviennent dans les espaces verts sont soumis aux règles fixées par le présent règlement. Toutefois certaines interventions (entretien, travaux, animations) peuvent être régies par des règles spécifiques. Il en est de même pour les dispositions particulières qui encadrent l'activité des Services Municipaux.

CHAPITRE III – USAGES

ARTICLE 3 – Conditions et horaires d'ouverture

L'accès dans tous les jardins est gratuit tous les jours de l'année, sauf dans certains sites lors des périodes d'animations et aux jours et heures où elles se déroulent.

Les jardins clos sont accessibles au public selon des horaires dont l'amplitude quotidienne varie en fonction des saisons. Dans ce cadre les horaires sont fixés localement en fonction des situations particulières observées et des contraintes de service. Les horaires d'ouverture et de fermeture sont affichés aux entrées de chaque site. Le jardin reste effectivement accessible jusqu'à l'heure de fermeture de la première porte.

En cas de circonstances exceptionnelles, notamment météorologiques ou pour tout autre motif d'intérêt général, en particulier pour des raisons de sécurité, l'accès aux sites concernés peut être interdit partiellement ou en totalité et leur évacuation décidée. Pendant les périodes de neige les jardins demeurent ouverts sauf lorsqu'il présente des dangers. Les motifs de la fermeture ainsi que sa durée lorsque celle-ci peut être appréciée sont affichés à l'entrée des secteurs concernés.

En cas de gel, il est interdit d'accéder et de circuler sur la glace formée au-dessus de toutes les pièces d'eau, ruisseaux, fontaines et bassins.

Les locaux et zones de service ainsi que les secteurs en travaux ne sont pas autorisés au public.

ARTICLE 4 – Conditions de circulation et de stationnement

La circulation piétonne est prioritaire en tout lieu.

Dans les jardins non clos, la pratique du vélo est tolérée dans les allées sauf en cas de forte densité du public ou indication contraire. Les agents publics sont habilités à faire mettre pieds à terre dans les cas où la densité des piétons serait de nature à provoquer une pratique dangereuse du vélo. Le déplacement s'effectue au pas.

Dans les jardins clos, la circulation à vélo s'effectue uniquement sur les pistes, circuits et promenades aménagés à cet effet et signalés comme tels. Sur les autres allées, les cycles doivent être tenus à la main. Cependant, les enfants jusqu'à huit ans peuvent circuler avec des vélos adaptés à leur âge ou avec des véhicules jouets non bruyants à faible vitesse et sous la surveillance d'un adulte.

Tous les autres moyens de déplacement dont la vitesse est en décalage avec le rythme de la marche, tels que rollers, patins, patinettes et planche à roulettes ne sont autorisés que dans les espaces aménagés à cet effet et signalés comme tels.

La circulation et le stationnement des véhicules motorisés sont strictement interdits dans l'ensemble des sites.

Dans les jardins, les déplacements des véhicules autorisés motorisés ou non s'effectuent au pas.

Les restrictions à la circulation et au stationnement des véhicules motorisés ne s'appliquent pas aux fauteuils motorisés des personnes à mobilité réduite, aux véhicules de secours, de surveillance et d'entretien.

La circulation des véhicules de livraison ou des organisateurs d'animations peut faire l'objet de règles particulières précisées par chaque titre d'occupation. Dans le cas où ils sont autorisés, les véhicules de livraison ne doivent pas excéder un poids total en charge (PTC) de 3,5 tonnes, circulent au pas et sont autorisés le matin jusqu'à dix heures.

Les entrées des jardins doivent rester dégagées en permanence.

ARTICLE 5 – Comportement, usages et activités du public

Le public doit conserver une tenue et un comportement décents et conforme à l'ordre public.

Les activités de nature à troubler la jouissance paisible des sites, à porter atteinte à la tranquillité et à la sécurité du public, à causer des dégradations aux plantations, ouvrages ou aux immeubles bordant certains espaces verts, à générer des pollutions, sont interdites.

L'accès aux pelouses des parcs, jardins et squares est en principe autorisé du 15 avril au 15 octobre, et interdit pendant les autres périodes pour permettre leur régénération. Toutefois certaines d'entre-elles peuvent être inaccessibles en permanence ou temporairement et signalées comme telles, lorsque certaines configurations les rendent fragiles ou dangereuses, ou lorsque leur situation en relation avec des équipements particuliers présente un risque.

Les pique-niques individuels et familiaux sont autorisés, à condition que la propreté des lieux soit respectée. Les feux et barbecues sont interdits.

L'introduction et la consommation de boissons alcoolisées sont interdites.

Toutes les activités, et en particulier celles de nature artistique à caractère individuel et familial ainsi que la pratique individuelle de sports sont autorisées sous réserve qu'elles n'apportent pas de trouble au confort des autres usagers et n'entraînent pas de dégradations.

Les mobiliers et équipements existants dans les espaces verts doivent être utilisés conformément à leur destination afin d'éviter leur détérioration et tout risque lié à un mauvais usage. Leur utilisation pour l'accroche des cycles ou comme support de publicité, de graffiti ou de jeux est interdite.

Les jeux de ballons ne sont pas autorisés dans les jardins. Les jeunes enfants sont autorisés à jouer avec des balles en mousse sous réserve de ne pas gêner les autres usagers.

Toute utilisation de chaussures à crampons est interdite en dehors des terrains réservés à cet usage. Les jeux de boules et de palets sont autorisés sur les emplacements aménagés à cet effet sous réserve d'être accessibles à tous et de ne pas faire l'objet de jeux d'argent.

L'utilisation de jouets, jeux et engins mécaniques susceptible de nuire à la tranquillité et à la sécurité du public est interdite ainsi que l'usage d'armes de quelque nature que ce soit,

frondes, arcs, boomerang. A contrario l'évolution des maquettes jouets est autorisée aux emplacements prévu à cet effet et signalés comme tels.

La mise à l'eau et la navigation sur les bassins, pièces d'eau, d'un engin quelconque pouvant embarqué des passagers sont interdites.

La pratique du camping et du caravanning est interdite.

ARTICLE 6 – Responsabilité, sécurité et propreté

De façon générale, les usagers sont responsables des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer par eux-mêmes ou par les personnes dont ils doivent répondre, les animaux et les objets dont ils ont la charge ou la garde.

Les enfants, notamment quand ils utilisent les jeux mis à leur disposition restent sous la surveillance et la responsabilité de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde.

Ces derniers devront veiller à ce que les enfants n'accèdent qu'aux équipements correspondant à leur âge tels que mentionné sur la signalétique en place et les utilisent conformément à leur usage.

Pour préserver la propreté des sites, les détritrus doivent être soit emportés par ceux qui les produisent, soit déposés dans les réceptacles prévus à cet effet. Lorsqu'un dispositif de collecte sélective est disponible, les détritrus doivent également être triés préalablement à leur rejet et sont alors répartis selon les indications qui figurent sur les réceptacles spécifiques.

Le dépôt de déchets des ménages, des professionnels, d'objets encombrants et de façon générale de déchets de toute nature est interdit dans l'ensemble des sites. Tout dépôt de déchets, toute dégradation ou mauvais usage du site pourra faire l'objet d'un procès verbal dressé par les agents publics habilités.

ARTICLE 7 – Accès des animaux

L'accès des animaux de compagnie est interdit. Cependant l'accès de ceux tenus en laisse, notamment les chiens, est autorisé sur les allées des sites non clos et de certains espaces clos autorisés et signalés. Les conditions d'accès sont dans ce cas, affichées aux entrées.

Dans le respect de la législation en vigueur, les chiens de deuxième catégorie peuvent pénétrer dans les espaces verts autorisés sous réserve qu'ils soient tenus en laisse et muselés, les chiens de première catégorie y sont strictement interdits.

Le maître qui répond du comportement de son animal doit le maintenir à distance des espaces de jeux pour enfants et des parties plantées. Il doit notamment veiller à n'apporter du fait de sa présence, ni gêne, ni risques pour les autres usagers.

Les personnes accompagnées d'un chien doivent procéder immédiatement au ramassage des déjections de leur animal. Seuls les titulaires de la carte d'invalidité prévue par la loi sont dispensés de cette obligation. Les contrevenants à cette règle sont passibles des sanctions prévues par les lois et règlements, après procès-verbal dressé par les agents publics habilités.

Les chiens d'assistance aux personnes en situation de handicap peuvent circuler en tous lieux en compagnie de leur maître s'ils sont tenus au harnais ou en laisse. Il est permis aux maîtres de laisser l'animal se détendre sous réserve de son identification par un gilet, de n'apporter ni gêne, ni risque pour les autres usagers et de se conformer aux prescriptions des agents publics. Les actions de formation qui rassemblent des chiens guides d'aveugles sont autorisées.

La vente d'animaux est interdite.

ARTICLE 8 – Usages spéciaux des parcs et jardins

Animations et occupations temporaires afin de préserver l'intégrité des espaces verts les pratiques suivantes sont soit interdites, soit subordonnées à autorisation.

-Sont interdits, aux entrées et à l'intérieur des parcs et jardins.

Les cours collectifs payant, les repas collectifs qui nécessitent une logistique particulière et entraîne la privatisation même partielle du site, le commerce ambulant, le dressage et la promenade de chiens en groupe, les quêtes de toutes nature, la publicité de quelque forme que ce soit y compris sur les murs ou grilles de clôture tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des parcs et jardins ainsi que tout accrochage commercial sur les grilles.

-Sont subordonnés à la délivrance d'une autorisation.

Toutes les autres activités lucratives, l'organisation de manifestations sportives, culturelles ou autres animations, rassemblements et entraînements sportifs, collectifs ou scolaires, les cours collectifs gratuits, les pique-niques ou repas collectifs qui rassemblent plus de trente personnes, les prises de vues photographiques ou audiovisuelles professionnelles, les démonstrations de modélisme (engins flottants, volants, roulants), l'affichage d'informations à caractère non publicitaire pour des animations locales, l'accrochage temporaire d'expositions non commerciales sur les grilles des jardins visibles depuis l'extérieur des jardins.

L'installation d'emprises et de panneaux de chantier, le dépôt ou l'entrepôt de matériel.

Les jardins sont des sites fragiles qu'il convient de protéger et de respecter aussi, les animations ne peuvent y être autorisés qu'en nombre limité dans le respect de certaines conditions et selon une périodicité permettant de préserver la faune et la flore, de protéger la biodiversité, d'assurer la tranquillité des usagers et de respecter le travail quotidien des agents.

Des règles techniques environnementales et de propreté fixant les conditions d'occupation des manifestations et autres utilisations exceptionnelles autorisés sont établies et annexées aux autorisations délivrées.

Certaines autorisations d'occupation temporaire ou certains sites peuvent faire l'objet de prescriptions particulières qui précisent et complètent les conditions d'occupation en fonction de la nature de l'évènement et mentionnent la base de la redevance éventuellement due.

Un état des lieux contradictoire est établi préalablement à toute occupation, et après libération totale du site par les titulaires des autorisations, les éventuels dégâts étant à la charge de ces derniers.

CHAPITRE IV – ENVIRONNEMENT

ARTICLE 9 – Flore et faune

La flore et la faune sont fragiles et les milieux sensibles. Aussi la protection de cette biodiversité est de la responsabilité de tous.

Afin d'assurer la préservation de la flore et de la faune, il est interdit de prélever des échantillons, des graines, des jeunes plants et d'arracher ou de couper mousses, lichens, plante et fleurs.

De prélever des œufs d'oiseaux, d'amphibiens, de reptiles ou des animaux.

D'accéder aux zones d'intérêts écologiques à protéger, aux mares, aux enclos de quelque nature que ce soit, aux zones en régénération, aux réserves ornithologiques.

De baigner son chien et de faire boire les chiens dans les lacs ou bassins.

De grimper aux arbres, de casser ou scier les branches d'arbres ou d'arbustes, de graver ou de peindre des inscriptions sur les troncs ou les branches, de coller, clouer, agraffer des affiches, et d'une façon générale d'utiliser les végétaux comme supports pour des objets quelconques, des jeux ou de la publicité.

D'utiliser tout engin, ou tout équipement susceptible de dégrader le sol et la richesse de la flore sur les zones naturelles.

D'introduire des espèces végétales et animales, qu'elles soient dans les différents milieux et en particulier d'abandonner des animaux de compagnie, tels que chats, petits mammifères, tortues, grenouilles.

De nourrir les animaux (chats, pigeons...) en jetant des graines, du pain et en distribuant toute nourriture, sauf pour les organismes ayant signé une convention avec la ville et la préfecture de police.

D'installer ou d'aménager des abris pour les animaux, sauf convention avec la ville.

D'effaroucher, de pourchasser ou de faire pourchasser par un animal notamment par un chien, de capturer, prélever, mutiler, tuer les animaux et de dénicher les oiseaux.

Les personnes dûment agréées et autorisées par la ville peuvent capturer des espèces nuisibles.

D'allumer du feu, d'utiliser des pétards et des feux de bengale...

ARTICLE 10 – Bruit et nuisances sonores

Sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur fréquence ou leur caractère agressif, en particuliers ceux produits par les instruments de musique et de percussion et par la diffusion de musique amplifiée, sauf dérogation.

Les sonorisations installées à l'occasion des manifestations publiques autorisées font l'objet d'une déclaration préalable et doivent respecter la réglementation en vigueur sur les bruits

de voisinage au sens du code de la santé publique. Les tirs de feux d'artifice font également l'objet d'une autorisation spécifique et ne doivent en aucun lieu accessible au public atteindre une valeur de crête de 140 dB.

ARTICLE 11 – Eau, air et sol

Afin de préserver la qualité des milieux dans leur ensemble, il est interdit de procéder à toute opération ayant pour effet de polluer même momentanément l'air, l'eau ou les sols tels que rejets de solide et liquide de toute nature, entretien vidange et réparations de véhicules, lavage, séchage d'équipements, de matériels, de linge.

L'utilisation de tout engin mécanique susceptible de générer des pollutions est interdite.

Les pièces d'eau, ruisseaux, fontaines, et les bassins sont interdits à la baignade, ainsi qu'aux ébats des animaux domestiques.

Le prélèvement de terre, la mise en œuvre de recherches ou de fouilles sont interdits sauf autorisation spéciale. Toute installation de nature à déstructurer et à poinçonner les sols (pelouses, allées...) est interdite.

CHAPITRE V – EXECUTION DU PRESENT REGLEMENT

Les infractions au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal conformément aux lois et règlement en vigueur. Les agents publics assermentés sont chargés de veiller à l'application du présent règlement. A ce titre ils peuvent requérir l'assistance de la force publique. Ils peuvent constater par procès-verbal les contraventions à la réglementation en vigueur.

Le ou la directrice générale des services de la mairie de Chennevières-sur-Marne et les fonctionnaires placés sous ses ordres sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent règlement est consultable sur le site internet de la ville de Chennevières-sur-Marne et auprès des agents chargés de l'accueil et de la surveillance.

Il est affiché partiellement ou en totalité aux entrées principales des jardins avec les règles particulières applicables à chaque site.

Fait à Chennevières-sur-Marne le 15 décembre 2015

Jean-Pierre BARNAUD

Maire
Vice-Président du Territoire